



LES SERVICES DU FMI ET LES AUTORITÉS TUNISIENNES PARVIENNENT À UN ACCORD AU NIVEAU DES SERVICES SUR LA QUATRIÈME REVUE AU TITRE DU MÉCANISME ÉLARGI DE CRÉDIT

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Björn Rother, s'est rendue en Tunisie du 15 au 31 août pour discuter des plans d'action des autorités dans le cadre de la quatrième revue du programme de réformes économiques de la Tunisie soutenu par le Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) (voir communiqué de presse 16/238).

À l'issue de la mission, M. Rother a rendu publique la déclaration suivante :

«Les autorités tunisiennes et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord sur les politiques nécessaires pour achever la quatrième revue dans le cadre du programme MEDC. Les autorités tunisiennes ont souligné leur intention de continuer à agir de manière décisive pour contenir le déficit budgétaire, ce qui permettrait au Conseil d'administration du FMI d'examiner la quatrième revue à la fin du mois de septembre. L'achèvement de la revue permettrait l'accès à 177 millions de DTS (environ 257 millions de dollars), ce qui porterait le total des décaissements au titre du MEDC à environ 1,5 milliard de dollars.

« Certains signaux encourageants indiquent que la reprise économique est en bonne voie. L'économie tunisienne a connu une croissance de 2,6% (en glissement annuel) au premier semestre de cette année, avec une bonne performance des secteurs de l'agriculture, du tourisme et des services. Le nombre de touristes ayant visité la Tunisie depuis le début de l'année est le plus élevé depuis 2010. L'engagement des autorités à réduire les déséquilibres budgétaires porte également ses fruits. L'exécution du budget sur les six premiers mois de 2018 est conforme avec l'objectif de réduire significativement le déficit cette année. Contenir les déficits contribuera à réduire la dette publique élevée de la Tunisie qui pèse sur l'économie et les générations futures.

« Bien qu'en croissance, l'économie reste trop dépendante de la consommation et des importations. L'investissement a encore été faible cette année. Le chômage chez les jeunes et les femmes, particulièrement les diplômés, reste très élevé. Des réformes économiques supplémentaires, notamment pour renforcer la gouvernance, et l'intensification de la lutte contre la corruption, sont nécessaires pour surmonter les réticences des investisseurs et rétablir la confiance. Ces efforts contribueront à libérer le potentiel du secteur privé et à générer plus d'opportunités et d'emplois pour tous les Tunisiens.

«Les déséquilibres économiques de longue date continuent de poser des risques importants pour l'économie tunisienne. L'inflation a récemment connu une légère baisse, mais à 7,5 pour cent, elle reste considérablement plus élevée que les années précédentes. La monnaie et le crédit ont continué à augmenter rapidement et le dinar s'est davantage déprécié, ce qui créera probablement de nouvelles pressions inflationnistes dans les mois à venir. En outre, l'amélioration attendue du déficit de la balance courante prend plus de temps que prévu : les importations sont encore trop élevées par rapport aux exportations et aux autres flux d'entrées de devises. Les réserves de change sont donc encore inférieures aux niveaux généralement observés dans les économies émergentes.

« En outre, l'environnement extérieur de la Tunisie est confronté à de nouveaux défis. Les prix du pétrole sont nettement plus élevés que ce qui était prévu en début d'année et les marchés financiers internationaux sont devenus plus volatils. Les primes de risque pour un large éventail de marchés émergents ont augmenté.

« Rester sur la voie de la réduction du déficit budgétaire cette année et l'année prochaine est essentiel pour stabiliser la dette et réduire la demande excessive d'importations, étant donné l'augmentation importante des prix internationaux du pétrole. Il sera particulièrement important de poursuivre les réformes des subventions

Source : TUSTEX